

## **MUTUELLE LA MAYOTTE**

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

165, rue de Paris  
95680 MONTLIGNON

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

# MUTUELLE LA MAYOTTE

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la MUTUELLE LA MAYOTTE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **MUTUELLE LA MAYOTTE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la mutuelle à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes comptables généraux » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de réglementation comptable résultant de l'application du règlement ANC N°2022-06.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la comptabilisation des dotations allouées au titre de l'exercice 2025 dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la mutuelle ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre mutuelle.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 22 juin 2026

Le commissaire aux comptes  
**EXPONENS Conseil & Expertise**



Stéphane CUZIN  
Associé

## Bilan – Actif

ACTIF	Exercice 2025 ( selon ANC 2022-06)			Exercice 2024 (selon ANC 2022-06)
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
Capital souscrit - non appelé				
Frais d'établissement				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	216 777	213 956	2 821	806
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains	8 783 333	464 126	8 319 207	6 586 534
Constructions	30 555 281	8 641 564	21 913 717	17 565 801
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 113 658	1 006 064	107 594	80 804
Autres	23 731 683	11 138 653	12 593 029	19 478 742
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	4 031 335		4 031 335	4 019 196
Prêts	156 140		156 140	156 140
Autres	196 814		196 814	205 626
<b>TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>68 785 020</b>	<b>21 464 364</b>	<b>47 320 656</b>	<b>48 093 649</b>
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	121 951		121 951	261 420
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	189 167	168 163	21 003	14 800
Autres créances	1 738 938		1 738 938	1 050 342
Charges constatées d'avance	101 213		101 213	6 296
Capital souscrit appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				956 476
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	947 474		947 474 0	1 796 306 0
<b>TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 098 742</b>		<b>2 930 579</b>	<b>4 085 641</b>
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Actif				
<b>TOTAL GENERAL DE L'ACTIF</b>	<b>71 883 763</b>	<b>21 464 364</b>	<b>50 251 235</b>	<b>52 179 289</b>

# Bilan – Passif

PASSIF		Exercice 2025 2022-06	ANC	Exercice 2024 2022-06	ANC
Fonds associatifs					
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires		767 499		767 518	
Fonds propres complémentaires		524 900		524 900	
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		545 793		545 793	
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports					
Legs et donations		1 144 860		1 144 860	
Réserves		2 098 332		2 030 465	
Réserves pour projet de l'entité		2 098 332		2 030 465	
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		2 098 332		2 030 465	
Report à nouveau		6 408 555		6 285 662	
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée				-5 727 616	
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		-988 702		291 321	
Subventions d'investissement		4 907 652		5 249 684	
Provisions réglementées		11 674 059		11 986 185	
Autres fonds associatifs (partie 2/2)					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES		27 082 949		28 826 388	
Fonds dédiés					
Sur subventions de fonctionnement		1 729 871		1 681 950	
Sur autres ressources		2 825 113		3 108 357	
FONDS REPORTES ET DEDIES		4 554 984		4 790 307	
Provisions pour risques		117 899		117 899	
Provisions pour charges		358 847		358 847	
TOTAL DES PROVISIONS		476 746		476 746	
Dettes					
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		11 978 861		12 771 306	
Emprunts et dettes financières diverses		6 321		6 321	
Instruments financiers à terme					
Avances et acomptes reçus en cours					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		820 216		707 190	
Dettes fiscales et sociales		3 562 219		2 820 543	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		1 662 471		1 705 977	
Produits constatés d'avance		106 468		74 510	
TOTAL DES DETTES		18 136 556		18 085 848	
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif					
TOTAL GENERAL DU PASSIF		50 251 235		52 179 289	

# Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2025 2022-06	ANC	Exercice 2024 ANC 2022-06
<b>Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue		155 539		82 945
Dotations et Produits de tarification		30 082 426		28 982 218
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions		1 754 832		1 325 216
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisation de fonds dédiés		370 379		172 285
Autres produits (hors cotisations)		111 931		216 649
<b>TOTAL I</b>		<b>32 475 107</b>		<b>30 779 313</b>
<b>Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements		1 227 358		1 088 293
Variation de stock				
Autres achats et charges externes		7 253 315		7 617 534
Impôts, taxes et versements assimilés		2 218 612		1 975 237
Salaires		14 412 802		12 530 678
Charges cotisations sociales		6 120 707		5 648 866
Dotations aux amortissements et aux dépréciations:				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		2 105 526		2 143 996
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Report en fonds dédiés		135 056		285 555
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Charges		16 508		50 505
<b>TOTAL II</b>		<b>33 489 884</b>		<b>31 340 662</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>-1 014 776</b>		<b>-561 350</b>
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		16 505		12 069
<b>TOTAL III</b>		<b>16 505</b>		<b>12 069</b>

<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	251 014	263 155
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL IV</b>	<b>251 014</b>	<b>263 155</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-234 509</b>	<b>-251 086</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
<b>TOTAL V</b>	<b>371 096</b>	<b>1 232 125</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
<b>TOTAL VI</b>	<b>110 513</b>	<b>128 368</b>
<b>2. RESULTAT EXCEPTIONNEL ( V-VI)</b>	<b>260 584</b>	<b>1 103 756</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>32 862 709</b>	<b>32 023 507</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)</b>	<b>33 851 411</b>	<b>31 732 186</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VI)		
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>-988 702</b>	<b>291 321</b>



# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

## Description de l'objet social de la Mutuelle la Mayotte

La Mutuelle La Mayotte a pour objet d'initier, concevoir, organiser et développer dans le cadre des missions de service public d'éducation et de soins :

- Toutes actions de prévention, de protection, d'accompagnement, d'éducation, de formation, de soins, de soutien et d'insertion au profit d'enfants et d'adultes (personnes en situation de handicap/en difficultés sociales/présentant une maladie) ainsi que de leurs familles ;
- Toutes formations et recherches adaptées aux besoins des professionnels du secteur social et médico-social ;
- Toutes formations et actions permettant aux usagers de s'auto-représenter, de développer l'aide entre pairs et la parentalité.
- Toutes activités s'inscrivant dans le cadre des politiques publiques, sociales, médico-sociales et sanitaires.

La Mutuelle réalise ses missions en adaptant ses réponses aux évolutions sociétales, à la diversité des besoins des personnes bénéficiaires sans aucune forme de discrimination et dans un processus de co-construction avec les bénéficiaires.

## Nature, périmètre des missions sociales réalisées et moyens mis en œuvre

Se référer au rapport de gestion 2025 de la Mutuelle.

## Evènements significatifs de l'exercice 2025

- Reprise d'une partie des déficits 2023 de l'établissement Hannah Arendt pour 236 739.62€
- Reprise d'une partie des excédents 2023 de l'établissement SESSAD Frida Kahlo (63 007.77€),
- Administration provisoire du l'IME Jacqueline et Claude Chapellier à compter du 7 juillet 2025, prolongé le 7 octobre 2025 (70K€ de cout surcout)
- Ouverture du DITEP Patrice Petrault à Marly la ville en septembre 2025
- Ouverture du DITEP Angela Davis Confluence à Saint Denis en mai 2025
- Ouverture complète du dispositif de Gennevilliers
- Subventions d'investissements pour 165 890€ (CAF - Site de Gennevilliers)
- Crédits Non reconductibles de fonctionnement à hauteur de 487 569.04€ dont 163 445.20€ pour les établissements du CPOM Val d'Oise, 263 769€ pour le dispositif Hannah Arendt, 78 711€ pour l'ITEP Patrice Petrault, 20 787.20€ pour l'IME René Zazzo, 54 887.94€ pour l'ITEP Paolo Freire, 9 059.06€ pour l'IME Paolo Freire et 60 354.84€ pour le DITEP Angela Davis Ado Saint Denis
- Le cout de l'Intérim est de 1,19 M€ dont 0.38M€ pour l'IME René Zazzo et 0.18 M€ pour l'ITEP/IME Paolo Freire
- Amortissement de la valeur de la construction (60% du prix d'acquisition) sur le dispositif SESSAD Frida Kahlo et l'EAJE (Début d'amortissement 01/2024), impact résultat 2025+5.8K€
- Allongement de la durée d'amortissement pour l'ITEP Angela Davis Saint Denis de 30 ans à 50 ans (début d'amortissement 05/2022), impact résultat 2025 +185.2K€
- Des réductions de financements liées des sous activités (débasage), pour l'ITEP Angela Davis Junior à Paris (1 342K€), pour l'IME René Zazzo (165K€), pour l'ITEP Paolo Freire (124K€), l'IME Paolo Freire (245K€), pour l'ITEP Commin et Laborie (13K€) et pour le SESSAD du Val d'Oise (57K€)
- Une absence de financement sur le dispositif La Trame (transféré à un autre gestionnaire à compter du 3 octobre 2025) qui a généré un résultat déficitaire de -389.2K€ pour 2025.
- 3 Groupes d'entraide mutuel (GEM de Saint Denis, GEM de Montreuil et le GEM d'Epinay) ont été transférés en 2025 à un autre gestionnaire

Les comptes « agrégés » de la mutuelle la Mayotte englobent les comptes de la Vie Mutualiste, de la Taxe d'apprentissage et ceux des établissements suivants :

- ITEP – Montlignon et Marly la ville
- ITEP - Marines
- SESSAD – Marly la Ville, Marines et Montlignon
- IME, AT, URAT, UEMA, PCPE et Répit – Montlignon, Marly la Ville (Répit) et Marines (et Répit)
- Maison de l'enfant - EAJE – Gennevilliers
- SESSAD Gennevilliers
- DITEP Angela Davis Ado– Saint Denis
- Dispositif Angela Davis Junior – Paris
- Dispositif Hannah Arendt - Montlignon
- Pole handicap Adultes

Ces établissements bénéficient d'une gestion conventionnée relevant de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ; ils sont sous l'autorité de contrôle et de tarification de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France sauf pour la Maison de l'enfant sous contrôle du Conseil Départemental des Hauts de Seine et de la CAF et le Dispositif Hannah Arendt cofinancé par la Ville de Paris.

En 2010, un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) a été signé avec l'ARS 95 pour une période de 5 ans couvrant les exercices 2010 à 2014 inclus. Il concerne les établissements suivants : ITEP Montlignon, ITEP Marines, SESSAD et IME Zazzo. Un avenant a été signé pour un an jusqu'au 31 décembre 2015.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, un nouveau CPOM a été conclu pour une période de 5 ans, il concerne le même périmètre que précédemment Il est prolongé en 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025.

## **I .Principes comptables généraux**

Les comptes annuels au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux réglementations comptables suivantes :

- Le règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs corporels et incorporels
- Le règlement 2000-06 du CRC, relatif aux passifs
- L'avis du CNC (2007-05) du 4 mai 2007
- Le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables
- Le règlement ANC 2018-06
- Le règlement ANC 2019-04 applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- L'Instruction M22 applicables aux établissements et services sociaux et médicaux sociaux privés
- Le règlement ANC 2022-06 applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

Ils permettent de clarifier la nature des financements des ESSMS en les qualifiant de concours publics, distincts des subventions. Du côté des subventions d'investissement, l'ANC, souhaitant réduire le nombre de dérogations à la règle générale, n'a plus reconduit l'exception du règlement CRC n° 1999-01 du 16 février 1999 qui permettait de ne pas reprendre ces subventions au compte de résultat.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## **II .Notes sur le bilan**

### ***Note 1 – Immobilisations incorporelles et corporelles***

#### **Mise en application de la réglementation des actifs**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations et hors coût d'emprunt).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées d'usage retenues sont les suivantes :

Agencement des terrains	sur 10-15-20-30-50 ans
Structure (gros œuvre)	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Matériel	5 à 12 ans
Agencements intérieurs	5 à 30 ans
Informatique et logiciels	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	10 à 15 ans

### Variations des valeurs brutes

Libellé	Valeur brute début Exercice 2024	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin Exercice 2025
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Immobilisations incorporelles	214 079	2 698		216 777
<b>TOTAL I</b>	<b>214 079</b>	<b>2 698</b>		<b>216 777</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	7 045 950	2 627 945	890 562	8 783 333
Constructions	25 778 942	13 886 264	9 109 925	30 555 281
Install. Tech., mat. Industriel	993 870	121 658	1 870	1 113 658
Autres	21 944 598	1 292 020	31 059	23 205 559
Immobilisations en cours	7 394 300	982 529	7 850 705	526 124
<b>TOTAL II</b>	<b>63 157 660</b>	<b>18 910 416</b>	<b>17 884 121</b>	<b>64 183 955</b>
<b>Immobilisations financières :</b>				
Titres immobilisés	4 019 196	12 139		4 031 335
Immobilisations financières	361 766	13 443	22 255	352 954
<b>TOTAL III</b>	<b>4 380 962</b>	<b>25 582</b>	<b>22 255</b>	<b>4 384 289</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>67 752 701</b>	<b>18 938 693</b>	<b>17 906 376</b>	<b>68 785 021</b>

40 262 parts sociales sont souscrites auprès du Crédit Coopératif.  
La valeur liquidative est de 626 134.50 euros au 31 décembre 2025.

Un FCP dédié a été mis en place en 2020 auprès du Crédit Mutuel valorisé à 4 326 344.14 euros au 31 décembre 2025.

En 2026,

- Retrait d'agrément de l'IME Jacqueline et Claude Chapellier (février 2026) et transfert de l'autorisation de gestion à compter du 12/09/2026
- Transfert du dispositif La trame à compter du 1er avril 2026 à un autre organisme gestionnaire

### Variation des amortissements

Immobilisations amortissables	Valeur en début 2025	Augmentations	Diminutions	Valeur fin 2025
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Autres immobilisations incorporelles	213 274	682		213 956
<b>TOTAL I</b>	<b>213 274</b>	<b>682</b>		<b>213 956</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Agencements terrains	459 416	19 326	14 616	464 126
Constructions	8 213 140	905 111	476 687	8 641 564
Install. Tech., mat. Industriel	913 066	92 998		1 006 064
Autres	9 860 157	1 278 524	28	11 138 653
<b>TOTAL II</b>	<b>19 445 779</b>	<b>2 295 959</b>	<b>491 331</b>	<b>21 250 408</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II )</b>	<b>19 659 053</b>	<b>2 296 641</b>	<b>491 331</b>	<b>21 464 364</b>

L'assemblée Générale de la Mutuelle uMEn (ex :MNPLC) du 18 juin 2002, a pris la décision de créer la Mutuelle de la Mayotte et d'opérer le transfert de droits et biens nécessaires dans le cadre de la mise en conformité des Mutuelles au Code de la Mutualité et le transfert des actifs.

En date du 22 juin 2004, l'ensemble immobilier constitué du bâtiment Leymette, du pavillon alsacien (n°3) et du bâtiment Castelet (n°9) a fait d'objet d'un apport partiel d'actifs de la Mutuelle uMEn à la Mutuelle La Mayotte. L'ensemble a été évalué à 1.400.000 €, dont 280.000 € pour le terrain.

Les constructions reçues au titre de cet apport font l'objet d'un amortissement annuel sur une durée de 30 ans.

Depuis 2004, il a été choisi d'amortir le passif correspondant à l'apport fait par la Mutuelle uMEn pour neutraliser l'impact de la dotation aux amortissements sur le compte de résultat. Le montant repris en résultat chaque année est de 37 333 € par an. L'amortissement prendra fin en 2033.

## **Note 2 – Stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

## **Note 3 – Créances**

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale.  
Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable.

## **Note 4 – Trésorerie**

La Trésorerie de la Mutuelle est constituée du portefeuille de valeurs mobilières et des soldes des comptes courants bancaires.

### **Etat des disponibilités au 31/12/2025**

<b>Banques &amp; Caisses</b>	<b>Totaux au 31/12/2025</b>
<b>Banques :</b>	
Banque Postale	14 908
Crédit Coopératif Angela Davis Junior	-4 187 897
Crédit Coopératif ITEP Montlignon	1 064 265
Crédit Coopératif Taxe Apprentissage	201 020
Crédit Coopératif SESSAD Montlignon	3 350 901
Crédit Coopératif SIEGE	-3 652 269
Crédit Coopératif SESSAD Villeneuve	603 674
Crédit Coopératif IME	4 273 507
Crédit Coopératif ITEP Marines	1 192 247
Crédit Coopératif MDE Villeneuve	-2 196 778
Crédit Coopératif ITEP Angela Davis Ados	-775 303
Crédit Coopératif DHA	894 794
Crédit Mutuel Siège	289 954
Crédit Mutuel CIGOGNIS	13 786
Anytime	40 145
VMP	-246 792
<b>Caisses :</b>	
Caisses	11 402
<b>Virement interne :</b>	
Virement interne	55 909
<b>TOTAL :</b>	<b>947 474</b>

### **Etat des valeurs mobilières de placements au 31/12/2025**

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Nature	Nombre	Valeur bilancielle	Valeur liquidative
ECO FI ANNUEL CREDIT COOP	2	567	567
Livret TRIPLEX CREDIT MUTUEL		5 087	5 087
<b>Total</b>		<b>5 654</b>	<b>5 654</b>

Le nantissement de compte titres pour garantir les emprunts représente un montant de 1 900 000 euros et 69 998 euros auprès du Crédit Coopératif et 3 877 094 auprès du Crédit Mutuel.

## Note 5 – Fonds Propres

### Variation des fonds propres

	31/12/2024	Variation	Affectation du résultat 2024	31/12/2025
<b>FONDS MUTUALISTES :</b>				
Fonds de dotations sans DR	2 437 279			2 437 260
<i>dont Fonds propres statutaires</i>	767 518	-19		767 499
<i>dont Fonds propres complémentaires</i>	1 669 761			1 669 761
Fonds de dotations avec DR				
Autres fonds associatifs	545 793			545 793
<b>RESERVES :</b>				
Excédents affectés à l'investissement				
Réserves de compensation				
Réserve de trésorerie				
Réserve des activités sociales et médico-sociales /S GC	4 191 783	-100 581		4 091 202
<b>REPORT A NOUVEAU :</b>				
Report à nouveau non contrôlée	-107 012		-100 366	-207 378
Report à nouveau gestion conventionné	4 231 356		391 687	4 623 043
<b>Résultat de l'exercice</b>	291 321	-988 702	-291 321	-988 702
	11 590 519	1 089 283	0	10 501 237
<b><u>Subventions d'investis. non renouvelables</u></b>	5 249 684	-342 032		4 907 652
<b><u>Provisions réglementées :</u></b>				
Réserves de trésorerie				
Amort. déro. et prov. renouvellement immo.	10 723 716	-312 126		10 411 590
Différence sur réalisation d'éléments d'actif	1 262 469			1 262 469
<b>Total des Fonds Propres</b>	28 826 388	-1 743 439	0	27 082 949

**Les subventions d'investissements** reçues par les établissements sont amorties linéairement au même rythme que les immobilisations subventionnées. Elles sont présentées, au bilan, nettes d'amortissements.

**Les provisions réglementées** prennent en compte les dotations spécifiques du secteur médico-social destinées à financer de façon non pérenne des investissements dans le cadre de la modernisation des établissements. Elles sont reprises au même rythme que les immobilisations subventionnées.

### Affectation des résultats :

A compter de l'année 2010, dans le cadre des CPOM signés pour 5 ans, les excédents des établissements du Val d'Oise se sont plus affectés dans les comptes de réserves et seront examinées sur 5 ans par l'ARS.

En 2016, l'ARS DT 95 a examiné les propositions d'affectations des résultats du CPOM 2010-2015 et a donné son accord pour les affecter en provisions réglementées pour les futurs investissements.

### Réserves :

Au 31 décembre 2025 l'état des réserves est le suivant :

RESERVES	TOTAL	ITEP MONTLIGNON	ITEP Paris	IME	ITEP Marines	SESSAD Val d'Oise	SESSAD F.KAHLO	ITEP SAINT DENIS
Affectée à l'investissement	1 238 493	445 953		146 662	611 945			33 933
Couverture du besoin de trésorerie	224 928	100 000	84 624	40 304				
De compensation des déficits	369 356	35 862		84 200		56 578	108 464	84 253
De compens. des ch. d'amortis.	265 555			20 000	180 555	65 000		
<b>TOTAUX</b>	<b>2 098 332</b>	<b>581 815</b>	<b>84 624</b>	<b>291 166</b>	<b>792 500</b>	<b>121 578</b>	<b>108 464</b>	<b>118 186</b>

### **Note 6 – Etat des provisions**

Provisions	31/12/2024	Augmentation	Reprises	31/12/2025
Provisions pour risques	117 899			117 899
Provisions pour charges	358 847			358 847
Prov. pour renouvellement des immobilisations	10 723 716		312 126	10 411 590
Réserves des plus-values nettes d'actif	1 262 469			1 262 469
<b>TOTAUX</b>	<b>12 462 931</b>		<b>312 126</b>	<b>12 150 806</b>

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont allouées aux établissements dans le cadre des budgets d'investissements et sont reprises, lors de la réalisation des investissements au même titre que les immobilisations financées.

### **Note 7 – Etat des Fonds dédiés**

Fonds dédiés	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Subvention investissement	1 681 950	103 129	55 208	1 729 871
Subvention de fonctionnement	2 756 218	31 927	315 172	2 472 974
Surcoût masse salariale	87 371			87 371
Mise en conformité	264 769			264 769
<b>TOTAUX</b>	<b>4 790 307</b>	<b>135 056</b>	<b>370 380</b>	<b>4 554 984</b>

Peut être qualifié de fonds dédié, selon les dispositions de l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, l'autorité de tarification doit avoir expressément dédié ce financement à un projet défini.

Figure en fonds dédiés la partie de ces contributions qui n'a pu être utilisée en totalité à la clôture d'un exercice.

Les crédits non reconductibles (CNR) obtenus en 2025 :

- ITEP Paolo Freire : 24 218 €
- ITEP Montlignon : 78 711 €

**TOTAL : 103 129€**

**Note 8 – Résultats des établissements sous contrôle de tiers financeurs, en gestion propre et du siège**

	<b>Au bilan 31/12/2024</b>	<b>Au bilan 31/12/2025</b>
ITEP Montlignon	659 274	287 206
ITEP Freire - Marines	221 011	-167 450
SESSAD Val d'Oise	237 522	-573 540
IME AT URAT UEMA PCPE	-247 447	-441 678
SESSAD Villeneuve	6 546	139 790
DITEP ADA Saint Denis	-88 528	294 109
Dispositif Angela Davis Paris	-521 981	-324 868
Dispositif Hannah Arendt	125 291	419 878
<b>Total Tiers Financeurs</b>	<b>391 688</b>	<b>-376 553</b>
EAJE Villeneuve	-177 336	-161 901
Pole Handicap Adulte	152 165	-344 634
Vie Mutualiste	-75 195	-74 893
Cigognis – Centre formation	0	-24 923
Taxe apprentissage	0	-15 798
<b>Total Gestion Propre</b>	<b>-100 366</b>	<b>-622 149</b>
<b>TOTAL</b>	<b>291 321</b>	<b>-988 702</b>

L'ARS a repris partiellement en 2025 une partie des déficits 2023 de l'établissement Dispositif Hannah Arendt pour 118 369.81€ (et 118 369.18 € ont été repris par la ville de Paris)

Et une partie des excédents 2023 pour le SESSAD Frida KAHLO a hauteur de 63 007.77€.

**Note 9 – Tableau des créances et des dettes**

<b>CREANCES</b>	<b>TOTAL 2025</b>	<b>- 1 AN</b>	<b>+ 1 AN</b>
<b>CREANCES</b>			
<b>Actif immobilisé</b>			
Dépôts et cautionnements	196 814	12 043	184 771
<b>Actif circulant</b>			
Stocks			
Avances et acomptes	121 951	121 951	
Organismes et usagers	23 215	23 215	
Personnel et comptes rattachés			
Etat impôts et taxes	738 286	738 286	
Produits à recevoir	856 039	856 039	
Débiteurs divers	121 397	121 397	
<b>Comptes de régularisation</b>			
Charges constatées d'avance	101 213	101 213	
<b>TOTAUX</b>	<b>2 158 915</b>	<b>1 974 144</b>	<b>184 771</b>

DETTES	TOTAL 2025	< 1 AN	> 1 AN et < 5 ANS	> 5 ANS
<b>DETTES</b>				
Dettes sur emprunts	11 978 861	792 445	3 330 413	7 856 003
Emprunts et dettes financières diverses	6 321	6 321		
<b>Autres dettes</b>				
Redevables créditeurs				
Fournisseurs	820 216	820 216		
Dettes fiscales et sociales	3 562 219	3 562 219		
Autres dettes	1 662 471	1 662 471		
Produits constatés d'avance	106 468	106 468		
<b>TOTAUX</b>	<b>18 136 556</b>	<b>6 950 140</b>	<b>3 330 413</b>	<b>7 856 003</b>

4 emprunts en cours auprès du Crédit Coopératif et du Crédit Mutuel :

1.900.000 € souscrit le 18/09/2018 pour 20 ans à 1.60% pour la rénovation du dispositif Hannah Arendt.  
7.000.000 € souscrit le 19/11/2018 pour 20 ans à 1.60% pour l'acquisition d'un bâtiment à Paris 18<sup>e</sup>.  
3 877 094 € souscrit le 18/05/2022 pour 17 ans à 1.20% pour l'acquisition d'un bâtiment à Saint Denis.  
3 000 000 € souscrits le 26/09/2022 pour 20 ans à 3,95 % pour la construction de l'ITEP de Marly la Ville.

#### **Note 11 – Charges à payer et Produits à recevoir**

Libellé	TOTAL 2025
<b>Charges à Payer</b>	
Charges à payer Personnel	
Charges à payer Organismes Sociaux	
Diverses charges exploitation	
Fournisseurs- Factures non parvenues	94 234
Intérêts courus sur emprunt	
<b>TOTAUX</b>	<b>94 234</b>
<b>Produits à recevoir</b>	
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	23 215
Divers produits exploitation	1 710 174
Taxe apprentissage	5 549
<b>TOTAUX</b>	<b>1 738 938</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	
Exploitation	101 213
Taxe d'apprentissage	
<b>TOTAUX</b>	<b>101 213</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	
Exploitation	-22 847
Taxe d'apprentissage	-83 620
<b>TOTAUX</b>	<b>-106 467</b>



### **Note 12 – Indemnités de fin de carrière :**

Un contrat de gestion des indemnités de fin de carrière a été conclu en 2016 avec PRO BTP. La valorisation de l'épargne s'élève à 502 870,80 euros au 31 décembre 2025.

Le montant des engagements retraite est estimé à 957 755 euros au 31 décembre 2025 sur les bases suivantes : taux d'évolution des salaires de 1.5% par an, taux d'actualisation de 0.6% et taux de turn-over de 3% pour les non cadres et de 1% pour les cadres.

### **Note 13 – Contribution volontaire**

L'Education Nationale met à disposition 26 enseignants dans le cadre des unités d'enseignements dans les établissements Sociaux et médico sociaux (Arrêté du 9 avril 2009).

Le cout moyen chargé est de 49 700 euros par professeur des écoles soit 1 292 200 euros.

### **Note 14 – Effectifs**

La Mutuelle la Mayotte a 464 salariés en CDI au 31 décembre 2025 soit 397.76 ETP.

Un accord d'entreprise du 13 décembre 2018 met en place un plan d'épargne salariale (PEE) auprès de Natixis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les sommes placées par les salariés ne sont pas soumises à abondement.

Les charges liées à ce contrat sont prises en charge par la mutuelle.

Conformément à la loi 2006-586 du 23/05/2006 Article 20, la rémunération brute cumulée 2025 des 5 plus hauts salaires de la mutuelle est de 470 618.50 euros.

### **Note 15 – Remboursement frais administrateurs**

NOM	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
JOSEPH Laurent	0,00	30,80
LEBEC Chantal	0,00	219,50
TURRIER Denis	879,90	1 900,00
<b>TOTAL</b>	<b>879,90</b>	<b>2 150,30</b>